



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Environnement

Grenoble, le 31 octobre 2022

Le préfet
à
Monsieur le président
de l'Association Syndicale Autorisée du Sud
Grésivaudan
Mairie – Le Village
38840 Saint-Bonnet-de-Chavagne

Affaire suivie par : Tiphelle Deveaux **EB.**

Objet :

- Commune : Saint-Lattier
- Pétitionnaire : Association Syndicale Autorisée du Sud Grésivaudan
- Travaux : Pose de siphons au niveau de l'Isère
- Rubrique : 3150, 3120
- N° IOTA : 38-2022-00318
- Accord sur dossier de déclaration

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Pose de siphons au niveau de l'Isère
Commune de Saint-Lattier**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

Date de réception du dossier au guichet unique : 26 juillet 2022, 21 septembre 2022
Numéro d'enregistrement au guichet unique : 38-2022-00318

pour lequel un récépissé de dépôt de dossier de déclaration vous a été délivré en date du 9 août 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations notamment celles-ci relatives à la substitution des prélèvements d'eau vis-à-vis de l'OUGC (Organismes Uniques de Gestion Collective).

Je vous rappelle que les travaux peuvent avoir lieu en cours d'eau du 1^{er} mai au 30 septembre.

Tel : 04 56 59 42 18 / 06 33 59 80 32
Mél : ddt-spe@isere.gouv.fr
Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9

Le présent dossier se cumule avec les dossiers de traversées de cours d'eau déjà déposés pour le même projet correspondant aux numéros IOTA 38-2021-00497 à 38-2021-00498.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie où se situent les travaux pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux prolonge de deux mois le délai mentionné.

Pour le préfet de l'Isère et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Par subdélégation, la cheffe du service environnement



Clémentine BLIGNY

Copie de la lettre et de l'acte préfectoral transmis pour information à

✉ Monsieur le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (sd38@ofb.gouv.fr)